

Le multilinguisme préférable au « tout-à-l'anglais »

Marie-Estelle PECH

Une politique publique mettant en oeuvre le plurilinguisme dans l'enseignement des langues étrangères est « préférable à court et moyen terme » à une politique de « tout-à-l'anglais », même si elle coûte plus cher. Telle est l'une des conclusions de la version préliminaire du rapport intitulé « L'Enseignement des langues vivantes étrangères comme politique publique », réalisé par François Grin, directeur adjoint du Service de la recherche en éducation (SRED) à Genève.

Cette version, révélée par l'Agence éducation emploi formation (AEF), vient d'être remise au Haut Conseil de l'évaluation de l'école (HCEE). L'auteur examine trois « scénarios » de politiques publiques des langues. Le premier, qui porte sur le « tout-à-l'anglais », met au jour des chiffres inédits. Selon l'auteur, **le Royaume-Uni gagne, à titre net, au minimum 10 milliards d'euros par an du fait de la dominance actuelle de l'anglais**. Et, « si l'on tient compte de l'effet multiplicateur de certaines composantes de cette somme, ainsi que du rendement des fonds que les pays anglophones peuvent, du fait de la position privilégiée de leur langue, investir ailleurs, ce total est de **17 à 18 milliards d'euros par année** ». Ce chiffre ne tient par ailleurs pas compte de l'avantage dont jouissent les locuteurs natifs de la langue « dans toute situation de négociation ou de conflit se déroulant dans leur langue ».

L'enseignement de l'espéranto apparaît, selon l'étude, comme le plus avantageux, car il se traduirait par une économie nette pour la France de près de 5,4 milliards d'euros par année « et, à titre net pour l'Europe entière (Royaume-Uni et Irlande compris), d'environ 25 milliards d'euros annuellement ». Il peut « par contre être recommandé dans le cadre d'une stratégie de long terme à mettre en place sur une génération ». Les fréquentes réactions de rejet à l'égard de l'espéranto, langue créée de toutes pièces, rendent néanmoins ce scénario improbable.

L'enseignement « plurilingue ne réduit pas les coûts, mais les inégalités entre locuteurs ». « A court et moyen terme », il s'agit du scénario « pré-férable » en termes de politique publique des langues, selon l'auteur, « ne serait-ce que parce qu'il jouit d'une plus grande acceptabilité politique ». C'est sans doute le scénario le plus conforme à l'idée d'une Europe bâtie sur la diversité des langues et des cultures.

François Grin détaille quelques mesures d'accompagnement. A l'école, il faudrait « renforcer l'enseignement, à côté de celui de l'anglais, de langues de partenaires économiques et culturels importants, en particulier, dans le cas de la France, l'allemand, l'espagnol et l'italien ».

Pour Claude Hagège, chercheur en linguistique et professeur au Collège de France, le plurilinguisme, qu'il appelle également de ses voeux depuis plusieurs années, « éviterait un manque à gagner à la communauté européenne qui va à la Grande-Bretagne ». Le linguiste préconise d'enseigner deux langues obligatoires à l'école primaire. « Mais je re-connaiss que cela peut paraître difficile à mettre en place », admet-il.

François Grin critique par ailleurs la proposition du rapport Thélot qui recommande d'enseigner ce qu'il nomme « l'anglais de communication internationale ». Ainsi, la politique que recommandait le rapport Thélot « est assurément la plus simple ». Mais, « d'un point de vue de politique publique, c'est sans doute la plus mauvaise des solutions. Ce n'est pas, et de très loin, la moins chère ; c'est par ailleurs la plus inéquitable ; et elle condamne le français, et, avec lui, toutes les langues d'Europe, sauf l'anglais, à la provincialisation. Certains parleraient même d'inféodation, avec toutes les conséquences géopolitiques et culturelles incalculables que cela comporte ».